



Extrait du La CODE (La Coordination des ONG pour les Droits de l'Enfant)

<http://www.lacode.be/journee-des-droits-de-l-enfant.html>

Journée des droits de l'enfant : combien faudra-t-il « sacrifier » d'enfants sur l'autel des inégalités ?

- Actualités -

Date de mise en ligne : lundi 22 novembre 2010

La CODE (La Coordination des ONG pour les Droits de l'Enfant)

Quelles que soient les politiques sociales mises en place, des enfants seront toujours laissés-pour-compte. Mais jusqu'où est-on prêt à aller ? La pauvreté dans les pays les plus riches a fortement augmenté au cours des trois dernières décennies. Ce phénomène a généré de nombreux débats dans les pays de l'OCDE[1]. Ils portent tant sur les raisons économiques de la pauvreté que sur ses coûts sociaux et les solutions qui pourraient être mises en oeuvre. Une tendance se dessine qui considère que les inégalités sont le reflet du dynamisme individuel qui stimule le développement économique et générera à terme de nouveaux progrès contribuant au bien-être de tous[2]. Cette légitimation des inégalités par l'esprit individuel d'entreprise, quelle qu'en soit la valeur intrinsèque, ne peut en aucun cas être appliquée aux enfants. Qui oserait en effet affirmer que les enfants sont responsables de leur état de pauvreté ?

Les organisations de défense des droits de l'enfant et de lutte contre la pauvreté tentent sans cesse d'alarmer l'opinion politique sur le sort des 20 millions d'enfants vivant aujourd'hui dans la pauvreté en Europe. En Belgique, près d'un enfant sur cinq (17 %) vit en risque de pauvreté. Le centre de recherche de l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) estime qu'on ne peut plus justifier l'inégalité au nom du développement économique. Dans une étude menée dans les 24 pays les plus riches de la planète, il s'interroge sur le nombre d'enfants que l'on est prêt à « sacrifier » au sein de l'OCDE[3].

La pauvreté a en effet des conséquences sur la santé des enfants, leur développement cognitif, leurs performances scolaires et leurs aspirations. Elle contribue ainsi à perpétuer les désavantages d'une génération à l'autre. Dans les pays riches, les enfants meurent très rarement de « pauvreté », mais ils souffrent parfois jusqu'à la fin de leur vie des conséquences de la pauvreté.

Le vrai débat doit donc porter sur la scandaleuse capacité de nos sociétés à justifier ce déni de droits aux enfants les plus fragilisés. Et plus concrètement encore, quel est le coût de cette exclusion ? Depuis le début de la présidence belge de l'Union, plusieurs gouvernements européens ont promis d'adopter en 2011 une recommandation sur la pauvreté infantile qui donnerait aux familles des ressources suffisantes pour répondre à leurs besoins essentiels. Ce texte garantirait aux enfants et à leurs familles un accès aux services et aux opportunités qui leur permettraient de développer leur plein potentiel et d'assurer leur bien-être présent et futur. La participation active des enfants et des jeunes serait enfin prise en compte.

L'adoption de cette recommandation continue de faire l'objet de discussions. On est donc encore loin d'un passage à l'action. Les décideurs politiques influents se rendent-ils seulement compte de ce qu'est le quotidien d'un enfant touché par la pauvreté ? Ils ont pourtant accès à cette information. Les opinions de ces enfants ont fait l'objet de recherches[4]. Mais les décideurs ne semblent guère les entendre. Et ce ne sont pas les parents de ces enfants qui parviendront à les convaincre ; étant entièrement absorbés par leur combat quotidien et douloureux pour assumer au mieux leur rôle et leurs responsabilités.

La crise économique et financière est avancée comme prétexte pour couper dans les dépenses sociales, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation. L'expérience des crises précédentes a pourtant démontré que ces mesures ont précipité les enfants les plus fragilisés et leurs familles dans une spirale de pauvreté difficile à enrayer une fois la crise terminée. Ce constat n'a pas encore permis aux politiques de prendre la mesure de leurs responsabilités dans ce domaine.

Les débats budgétaires seraient pourtant l'occasion d'inviter le sujet de la pauvreté des enfants à la table des puissants... La Belgique pourrait se souvenir de son engagement de réduire de moitié la pauvreté des enfants. Elle compte 2.166.000 enfants et jeunes de moins de 18 ans. Sans plan d'action clair et volontariste de lutte contre l'exclusion sociale, combien d'entre eux transmettront-ils demain la pauvreté à leurs enfants ? Combien auront été relégués dans l'enseignement spécial ? Combien auront été séparés de leurs parents ? Combien ne trouveront qu'un

Journée des droits de l'enfant : combien faudra-t-il « sacrifier » d'enfants sur l'autel des inégalités ?

emploi précaire ? Combien habiteront dans un logement insalubre ? Combien n'oseront même pas rêver à un avenir ?

Va-t-on leur expliquer qu'ils n'ont simplement pas eu la chance d'avoir des parents entrepreneurs ? Non, les inégalités ne sont pas un effet collatéral et nécessaire de la liberté d'entreprise et du développement économique. Même des économistes aussi réputés que James Heckman, prix Nobel en 2000, commencent à dénoncer le coût économique et social exorbitant de toute décision qui creuse les inégalités.

Cibler les enfants les plus pauvres et privilégier une approche fondée sur l'égalité est devenu la seule manière de changer les choses en profondeur. Le 21^e anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, ce 20 novembre, est peut-être une excellente occasion d'y réfléchir.

Yves Willemot
Directeur général
UNICEF Belgique.

[1] OECD, Growing Unequal ? Income distribution and poverty in OECD countries, Paris, 2008.

[2] Wilkinson, R., Pickett, K., The Spirit Level, Allen Lane, Penguin Books, London, 2009.

[3] UNICEF Innocenti research Centre, The Children Left Behind, a league table of inequality in child well-being in the world 's rich countries, sera publié le 3 décembre 2010.

[4] Pour la Belgique, citons notamment : UNICEF Belgique, Voilà ce que nous en pensons. Les jeunes touchés par la pauvreté parlent de leur vie, Septembre 2010. Cette recherche a été menée en Belgique avec 110 jeunes entre 11 et 18 ans touchés par la pauvreté. D'autres recherches ont été menées dans d'autres pays européens avec des enfants touchés par la pauvreté et concluent aux mêmes constats et difficultés.